



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui Vol. 15 No 1 Décembre 2012



Le Plan du secteur de l'énergie aborde la question du surplus, établit les priorités

par Joseph Ngwawi

LA RÉGION SADC souffre d'une pénurie d'électricité depuis 2007 causée par une demande supérieure à la production, et l'espoir est que cette pénurie d'électricité sera résolue d'ici 2014. Cependant, l'exécution des projets peut dépasser leurs dates prévues en raison du manque de financement et d'autres contraintes.

La SADC est en court de prendre des mesures à long terme afin d'aborder la question de déficit en énergie et d'assurer l'auto-suffisance dans la production d'énergie et la fin des pénurie d'électricité, grâce à un ambitieux Plan du Secteur de l'Énergie qui prescrit que la région augmente la production d'énergie de plus de 70 pourcent et investisse au moins US\$170 milliards sur les 15 prochaines années.

Le Plan du Secteur de l'Énergie fait partie du Plan Directeur de Développement d'Infrastructure Régionale de la SADC approuvé par le 32ième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC au Mozambique en août.

Le Plan du Secteur de l'Énergie aborde quatre objectifs stratégiques clés:

- ☞ Garantir la sécurité en énergie;
- ☞ Améliorer l'accès aux services d'énergie moderne;
- ☞ Puiser dans les ressources abondantes d'énergie; et,
- ☞ Parvenir à un investissement financier et à la durabilité environnementale.

Le Plan identifie les projets "difficiles" d'infrastructure qui incluent l'augmentation prévue dans la production et la transmission d'électricité; les raffineries, les installations de stockage et les pipelines pour le pétrole et le gaz; et les facilités de transport pour la distribution de charbon et les exportations.

Le plan pour le secteur de l'énergie a identifié 73 projets de production d'énergie pour augmenter la génération à partir des 56 000 megawatts (MW) actuels et de garantir que la demande prévue de 96 000 MW soit dépassée d'ici 2027.

La priorisation des divers projet a été déterminée en utilisant une formule dans laquelle les projets étaient classés selon leur capacité d'impacter sur le déficit régional d'électricité.

Sept projets de production qui ont majoré plus de 50 pourcent et ayant une capacité supérieure à 1000MW chacun furent classés comme prioritaire.

Seuls les sept projets de production ont été nommés prioritaires et sont supposés ajouter environ 26 000MW au réseau géré par le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) – soit 65 pourcent de la nouvelle capacité de production prévue entre 2013 et 2027 (voir Tableau).

La priorité primordiale est accordée à *Hidroeléctrica de Cahora Bassa* (HCB) Projet hydroélectrique au Nord du Mozambique. Le projet est d'ajouter 1245MW à la grille d'électricité régionale lorsqu'elle sera terminée en 2015.

continued on page 2...

POLITIQUE	3
ÉNERGIE	4
UNION AFRICAINE	5
ANNÉE EN REVUE	6
PAIX & SÉCURITÉ	7
ÉNERGIE	8-9
ENVIRONNEMENT	10
CHANGEMENT CLIMATIQUE	11
L'INTÉGRATION RÉGIONALE	12
PAIX & SÉCURITÉ	13
COMMUNAUTÉ	14
ÉVÉNEMENTS	15
HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Le Plan du secteur de l'énergie aborde la question du surplus, établit les priorités

Les autres projets incluent Mphanda Nkuwa au Mozambique, la Station d'Hydroélectricité de Batoka développée conjointement par le Zimbabwe et la Zambie, et le barrage d'Inga 3 en République Démocratique de Congo (RDC).

Le projet Batoka implique la construction d'un barrage et d'une station hydroélectrique sur la rivière du Zambèze avec une capacité potentielle allant de 1600 à 2000MW d'électricité à partager équitablement entre la Zambie et le Zimbabwe.

Les sept projets sont supposés coûter au minimum US\$65 milliards et au maximum US\$104 milliards.

La priorité suivante sera les 18 autres projets qui ont majoré plus de 50 pourcent selon la formule du Plan Directeur mais dont la capacité est de moins de 1000MW.

Ceux-ci incluent l'extension de la Centrale Électrique de Kariba Sud au Zimbabwe qui devrait ajouter 300MW de nouvelle énergie d'ici 2016, la Centrale Kudu d'Énergie à Gaz d'une capacité de 800MW en Namibie qui sera terminée d'ici 2016, et la Centrale hydroélectrique de Rumakali à 800MW de capacité en République Unie de la Tanzanie, dont la fin des travaux est prévue pour 2018.

Les 18 projets sont supposés accroître l'approvisionnement en énergie de l'Afrique Australe de 6 481MW d'ici la fin de 2019 à un coût allant de US\$7 milliards à US\$18 milliards.

Trois projets interconnecteurs majeurs devraient faciliter la connection de l'Angola, du Malawi et de la Tanzanie au réseau du SAPP.

Les trois sont les seuls membres du SAPP en attente d'être connectés au réseau régional d'électricité. Les autres états membres du SAPP sont le Botswana, la RDC, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

Les états insulaires: Madagascar, l'Île Maurice et Les Seychelles ne sont pas membres du SAPP.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Sal-omão,

explique dans un message accompagnant le Plan Directeur d'Infrastructure Régionale que toute mise en oeuvre importante du plan devra accorder priorité en abordant le problème de pénuries d'électricité dans la région au moyen du développement et en commissionnant une infrastructure de production et transmission d'électricité.

"L'interconnection de l'Angola, du Malawi et de la République Unie de Tanzanie est nécessaire afin de permettre la migration de ces États Membres en tant que Membres Opérationnels du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe."

Le grand total de tous ces projets à accomplir entre 2015 et 2027 avoisine entre les US\$93 milliards et les US\$212 milliards.

En plus des projets "difficiles" d'infrastructure, le plan directeur a également identifié 16 problèmes d'infrastructure "faciles" qu'il faut aborder avant que la région ne puisse parvenir à l'auto-suffisance dans le sous-secteur de l'électricité.

Infrastructure du Plan d'Action

UN PLAN d'Action a été développé afin de guider la région vers la mise en oeuvre des projets prioritaires d'infrastructure tels que présentés dans le Plan Directeur sur l'Infrastructure. Les éléments principaux incluent ce qui suit:

❖ *Proposition de mécanismes de financement*

Le Plan d'Action décrit quelques modalités clés pour le financement d'infrastructure, qui comprennent le financement public par le biais de mécanismes fiscaux et de prêts souverains, des subventions provenant des partenaires de développement, du financement du secteur privé et d'accords de partenariat privé-public.

❖ *Structures institutionnelles/ mécanismes de supervision et évaluation*
Les structures suivantes continueront à fixer le processus d'approbation du programme d'infrastructure de la SADC selon les protocoles de la SADC:

- * Commissions sectorielles de projet
- * Commissions sous-sectorielles
- * Commissions des officiels supérieurs
- * Commissions sectorielles ministérielles
- * Commission des ministres sur l'Infrastructure
- * Conseil des Ministres
- * Sommet.

PROJETS PRIORITAIRES DE PRODUCTION DU SAPP (Capacité >1000MW)

Ordre prioritaire	Pays	Nom du Projet (MW)	Capacité	Technologie	Date prévue de Commissionnement
1	Mozambique	HCN Nord	1,245	Hydro	2015
2	Mozambique	Mphanda Nkuwa	1,500	Hydro	2017
3	Zambie/Zimbabwe	Batoka	1,600	Hydro	2022
4	RDC	Inga 3	4,320	Hydro	2018
5	Zimbabwe	Gokwe North	1,400	Charbon	2017
6	Afrique du Sud	Nouveau PF + FBC	6,250	Charbon	2026
7	Afrique du Sud	Nucléaire	9,600	Nucléaire	2023
Total			25,915		

Source: Plan Directeur de la SADC pour le Développement de l'Infrastructure Régionale

Ceux-ci comprennent les politiques harmonisées et une coopération accrue dans le développement et le commerce d'électricité. Le manque d'alignement dans les cadres de réglementation poliques et les structures tarifaires peuvent entraver l'investissement et le financement, et une préparation médiocre des projets peut causer des délais.

Le plan directeur note qu'à part l'existence de politiques de l'énergie et, dans une certaine mesure, d'une politique sur l'énergie renouvelable dans tous les États membres de la SADC, des stratégies complètes sur l'énergie renouvelable et des plans d'action existent uniquement à l'Île Maurice et en Afrique du Sud.

Le Botswana, l'Île Maurice et l'Afrique du Sud ont intégré des objectifs d'électrification par l'énergie renouvelable dans leurs

systèmes d'énergie, tandis que seuls la Namibie et l'Afrique du Sud ont des cadres de réglementation sur l'énergie renouvelable.

Cinq pays ont intégré le déploiement de l'énergie renouvelable dans leurs agences rurales d'énergie/électrification. Il s'agit du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Un obstacle majeur à la planification régionale est l'harmonisation des politiques fragmentées et des objectifs fixés par les États Membres.

Infrastructure du Plan d'Action

LES ÉTATS insulaires de l'Île Maurice et des Seychelles ne sont pas affectés par les améliorations du réseau régional du SAPP puisqu'ils n'y sont pas connectés.

Ils sont déjà électrifiés à 100 pourcents ou presque et ont accès à des sources d'énergie modernes telles que le gaz de pétrole liquéfié pour la cuisson des aliments.

Cependant, ils peuvent bénéficier des politiques harmonisées et des cadres de réglementation qui permettent le commerce en équipement d'énergie entre les états continentaux et les états insulaires. La mobilisation coordonnée de ressource financière devrait également être bénéficielle.

Ils peuvent participer aux échanges d'expériences pour la recherche et le développement en énergie renouvelable, la manufacture et le commerce de technologies d'énergie renouvelable, les technologies de charbon non polluant et les accords sur l'export de charbon. Ils peuvent également bénéficier des tarifs harmonisés et d'accords standardisés d'achat d'énergie. □

“Le SAPP devrait avoir plus d’autorité pour promouvoir le développement de l’énergie”

LE SECRÉTARIAT de la SADC a exhorté les États Membres à examiner le rôle et la fonction du Pool d’énergie de l’Afrique Australe (SAPP) afin d’assurer que l’organe régional devienne plus efficace dans ses efforts pour promouvoir le développement dans le secteur de l’énergie.

Le SAPP est un organe régional qui coordonne la planification, la production, la transmission et la commercialisation de l’électricité au nom des services publics d’état membre dans la SADC.

Les services publics d’électricité dans la SADC continentale, à l’exception de l’Angola, du Malawi et de la République Unie de la Tanzanie, sont interconnectés grâce au SAPP, leur permettant ainsi de commercer en électricité dans le cadre d’un marché compétitif.

Établi en 1995 par un Protocole Intergouvernemental (MoU), le SAPP a, entre autres choses, réussi à créer un marché pour l’électricité dans la région, permettant aux clients de bénéficier des avantages associés avec la coopération en énergie.

Le pool d’énergie régional a également coordonné les efforts pour exploiter de nombreuses ressources en énergie qui sont en abondance dans la région.

Par exemple, le SAPP a identifié un nombre de projets prioritaires d’énergie à commissionner sur les quelques prochaines années pour aborder le problème de pénurie d’électricité dans la région.

La majorité de ces projets visent les sources d’énergie renouvelable telles que solaire, hydraulique et éolienne – qui sont moins polluantes pour l’environnement que d’autres formes telles que le charbon thermal.

S’adressant à la récente 33^{ème} session du Comité Exécutif du SAPP tenue à Harare,

Zimbabwe, le Directeur en Chef de Programme de la SADC pour l’énergie, Freddie Motlathledi a expliqué que pour que le SAPP s’acquitte de ses tâches, les états membres doivent réexaminer le rôle et les fonctions du pool d’énergie régional.

Actuellement, le SAPP a un pouvoir limité pour mettre en oeuvre les projets d’électricité, et Motlathledi explique qu’il est nécessaire pour le pool d’énergie d’avoir plus d’autorité dans la direction des efforts pour assurer que la région se remette des pénuries d’électricité handicapantes qui sont devenues plus fréquentes en 2006/07.

“Il est temps de réviser le Protocole Intergouvernemental (IGMOU) et autres accords qui ont créé le SAPP afin que l’organisation soit habilitée et qu’il lui soit accordée plus de pouvoir afin de mettre en vigueur les décisions prises par les états membres,” déclare Motlathledi.

L’IGMOU de 1995 fut dernièrement révisé en 2006 par les Ministres de l’Énergie de la SADC lorsqu’ils ont signé le Protocole Inter-Gouvernemental Amendé.

L’IGMOU est l’un des quatre accords qui gouverne les opérations du SAPP. Les autres sont le Protocole Inter-Service Public qui a établi les principes de base de gestion et d’opération du SAPP; l’Accord entre les Membres Opérationnels qui établissent les règles d’opération et tarification spécifiques; et les Directives d’Opération, qui fournissent les normes et les lignes directrices d’opération.

A cet égard, les opérations du SAPP sont principalement basées sur une série d’accords parmi les services publics membres contrairement à des lois officielles, qui devraient permettre à l’organisme régional d’avoir une plus grande autorité

sur les questions d’énergie dans la région.

Motlathledi a annoncé que les consultations sur la révision de l’IGMOU devraient commencer avant la session des Ministres de l’Énergie prévue pour avril 2013 au Lesotho.

Il a exhorté les états membres à établir une commission qui examinera comment restructurer au mieux et réviser le SAPP afin que les recommandations soient approuvées par les Ministres de l’Énergie de la SADC l’année prochaine.

Prenant la parole durant la même session, le Ministre pour le développement de l’électricité et de l’énergie au Zimbabwe, Elton Mangoma, a exhorté le SAPP à s’assurer que tous les états membres soient interconnectés sur le réseau régional.

“Il faut que le SAPP connecte ses trois membres non-connectés,” déclare-t-il. “Le manque continu d’interconnexion de ces états membres prive la région et les citoyens de ces pays des bénéfices de l’interconnexion dont jouissent actuellement le reste des membres.”

D’avantages de lignes de transmission à travers le SAPP



permettraient également aux états membres de profiter de nouvelle capacité de génération installée dans d’autres pays.

Avec l’Angola, le Malawi et la Tanzanie non interconnectés à travers le SAPP, cela signifie que toute nouvelle capacité de génération installée dans n’importe quels de ces trois pays n’est pas réalisée dans les neuf autres membres du SAPP.

La 33^{ème} commission exécutive a eu lieu le 18 octobre et inclut l’inauguration des nouveaux bureaux du Centre de Coordination du SAPP à Mt Pleasant, Harare.

Le centre remplit le rôle de point focal pour les activités du SAPP, en particulier par la supervision technique des opérations du pool et en facilitant le commerce d’électricité. sardc.net □

A propos/ Sur le Pool d’Énergie de l’Afrique Australe

LE SAPP fut créé avec pour but primaire d’approvisionner les consommateurs en électricité ponctuelle et rentable dans chacun de ses états membres, de manière consistante avec une utilisation raisonnable des ressources naturelles et des effets sur l’environnement.

La coopération dans le secteur de l’électricité n’est pas un phénomène nouveau dans

la région – il a eu lieu aux niveaux des politiques, de la planification et opérationnel et a rallié les gouvernements, les services publics d’électricité et les agences de financement sur plusieurs décennies. Afin de formaliser cette interaction, les services publics de la région se sont réunis sous l’égide de la SADC pour créer le SAPP. □



Le SAPP prévoit 1060 MW de nouvelle électricité en 2013

LES ÉTATS membres de la SADC sont supposés commanditer de nouveaux projets d'électricité pour ajouter environ 1060 megawatts (MW) d'électricité au réseau régional en 2013.

Ce chiffre est légèrement inférieur aux 1770MW prévus pour commissioner en 2012, alors que l'électricité actuelle installée pour cette année n'est pas encore distribuée publiquement.

Le nouvelle production d'électricité en 2013 est supposée provenir du Lesotho, Malawi, Namibie, Afrique du Sud et Zambie.

L'Afrique du Sud prévoit de commissioner des projets qui ajouteront un total de 720MW, tandis que la Zambie ajoutera 180MW.

La Namibie et le Malawi contribueront 65MW et

60MW respectivement, tandis que le Lesotho ajoutera environ 25MW. Ces nouveaux projets d'électricité aideront la région à satisfaire à la demande.

L'Afrique Australe a été sujette à des pénuries d'électricité depuis 2007, de ce fait le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) a identifié de nombreux projets à commissioner afin de soutenir l'approvisionnement d'énergie de la région.

Entre 2012 et 2016, l'Afrique Australe est supposée

commissionner de nouveaux projets d'électricité qui ajouteront un total d'environ 14 300MW au réseau régional. La plus grande portion de nouvelle électricité proviendra de l'Afrique du Sud, qui prévoit de commissioner 8382MW de projets d'électricité (voir *Tableau*). □

Nouveaux Projets de Génération d'Électricité en Afrique Australe 2012-2016

PAYS	COMMITTED GENERATION CAPACITY, MW					TOTAL
	2012	2013	2014	2015	2016	
Angola	315	0	80	0	700	1 095
Botswana	600	0	0	300	0	900
DRC	120	8	0	580	0	708
Lesotho	0	25	40	110	0	175
Malawi	0	64	0	0	0	64
Mozambique	100	0	265	300	0	665
Namibia	92	60	0	0	0	152
South Africa	303	722	3 591	2 244	1 522	8 382
Swaziland	0	0	0	0	0	-
Tanzania	160	0	0	0	0	160
Zambia	56	180	915	40	339	1 530
Zimbabwe	30	0	140	0	300	470
Total	1 776	1 059	5 031	3 574	2 861	14 301

Source SAPP



Nouveau siège du SAPP. Les nouveaux bureaux du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe permettront à l'organe coordonnant l'électricité régionale d'améliorer ses opérations et de servir efficacement les services publiques membres. L'immeuble fut inauguré durant la 33^{ème} Session du Comité Exécutif tenue en octobre à Harare, Zimbabwe.

Début imminent du projet d'électricité de Batoka

LA ZAMBIE et le Zimbabwe ont intensifié leurs efforts pour la construction de la centrale hydroélectrique des Gorges de Batoka.

Les Gorges de Batoka sont situées sur le fleuve du Zambèze à environ 50km en aval des Chutes Victoria et à la frontière des deux pays. Lorsqu'elle sera opérationnelle, la Centrale de US\$2.4 milliards aura la capacité de produire jusqu'à 1600 Megawatts (MW) d'électricité.

Conformément à l'accord, la Zambie et le Zimbabwe

partageront équitablement l'électricité produite, mais puisque les deux pays sont membres du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), une grosse portion de l'électricité alimentera le réseau régional d'électricité.

Tous les États Membres continentaux excepté l'Angola, le Malawi et la Tanzanie, sont interconnectés à travers le SAPP. Les autorités du fleuve du Zambèze, une autorité commune à la Zambie et au Zimbabwe qui gère les développements de la rivière du Zambèze pour les

deux pays, ont entériné le projet il y quelques années.

La porte-parole Elizabeth Karonga a annoncé que la Banque Mondiale a exprimé son intérêt dans le financement du projet et une Évaluation de l'Impact Environnemental sera bientôt exécutée avant la construction.

La centrale hydraulique de Batoka est identifiée comme l'un des projets de la région les plus attirants, avec une capacité substantielle pour aider l'Afrique Australe à exploiter l'énorme potentiel hydraulique de la rivière du Zambèze. □



“L’Unité est cruciale pour le développement continental”

par Kizito Sikuka

LA NOUVELLE présidente de la Commission de l’Union Africaine, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma a déclaré que l’Afrique a la capacité de parvenir à une croissance socio-économique si les états membres travaillent ensemble pour aborder les difficultés affectant le continent.

Prenant la parole lors de sa cérémonie d’inauguration au siège de l’Union Africaine (UA) à Addis Ababa, Éthiopie le 15 octobre, Dlamini-Zuma a déclaré, “la seule manière de garantir le succès dans les entreprises de notre continent est de progresser ensemble en tant que continent et peuple uni.”

“Nous devons nous considérer comme un continent, non pas comme pays individuels. ...

“Unis, nous sommes une force formidable en tant que continent, mais divisés nous sommes faibles.

Unis, personne ne peut nous ignorer. Personne ne peut ignorer le continent en tant que force pour le changement global, si l’image que nous avons de nous même est celle d’un continent à part entière.”

Elle a promis de promouvoir la vision de l’Union Africaine “Une Afrique intégrée, prospère et paisible, dirigée par ces propres citoyens et représentant une force dynamique dans l’arène globale.”

Dlamini-Zuma, qui est la première personnalité de l’Afrique Australe à la tête de la Commission de l’UA, explique que l’Afrique possède de vastes ressources naturelles, qui si exploitées au maximum, pourrait propeller le continent au développement.

L’Afrique compte pour plus d’un quart de la portion mondiale de terre arable, et est bien nantie de ressources naturelles, y compris environ 30 pourcent des réserves minérales connues du monde.

“Si nous investissons dans l’augmentation de la productivité de nos terres, nous pourrions parvenir à la sécurité alimentaire,



Présidente de la Commission UA,
Dr Nkosazana Dlamini-Zuma

à l’export et générer des revenus, et également économiser les ressources que nous utilisons pour importer de la nourriture,” dit elle.

Dlamini-Zuma, qui est également la première femme à occuper le poste de président de la Commission de l’UA, souligne que l’habilitation des femmes est critique pour l’avancement du continent.

À cet égard, elle explique que les pays africains doivent acheminer plus de ressources pour améliorer l’accès à la santé, l’hygiène et l’eau, et de réaliser l’accouchement sans risque pour les femmes.

Les états membres devraient également mettre en place des accords régionaux et continentaux qui garantissent que plus de femmes soient élevées aux postes de prise de décision, dit elle.

La Commission qu’elle dirige contient une représentation 50-50 d’hommes et de femmes par décision du Sommet de l’UA des Chefs d’État et de Gouvernement.

Dlamini-Zuma, qui a été ministre de cabinet en Afrique du Sud depuis 1994, a souligné que c’est la première fois durant les 49 ans de formation de l’organe continental qu’une femme est élue au poste africain hiérarchique, ajoutant que, “Cette élection pose une grande responsabilité sur les femmes en général.”

Dans son discours d’inauguration, elle a retracé la riche histoire de l’Afrique dans laquelle les femmes ont joué un rôle important dans les structures économique et de

gouvernance, et plus récemment dans la lutte pour la libération du joug des règles coloniales et de l’apartheid.

En ce qui concerne l’habilitation des jeunes, Dlamini-Zuma affirme qu’il est nécessaire d’encourager l’énergie, l’initiative et l’enthousiasme des jeunes afin qu’ils puissent contribuer positivement aux sociétés, nations et au continent.

“Unis, nous sommes une force formidable en tant que continent, mais divisés nous sommes faibles. Unis, personne ne peut nous ignorer. Personne ne peut ignorer le continent en tant que force pour le changement global, si l’image que nous avons de nous même est celle d’un continent à part entière.”

Sur la paix et la sécurité, l’ancien Ministre sud Africain des affaires nationales explique que, bien que l’Afrique ait enregistré des progrès substantiels dans le paysage politique, il reste encore quelques pays qui pour des raisons diverses sont encore sujets à l’instabilité.

Elle déclare que la paix et la stabilité sont une condition préalable au développement socio-économique, d’où la

nécessité de redoubler d’efforts pour aborder les conflits.

“Malgré des progrès louables, nous devons également reconnaître qu’il y a eu quelque difficultés et retards, avec des zones d’instabilité et de conflit. ... Il revient donc à nous en tant que gouvernements, en tant que citoyens, en tant qu’organes régionaux de garantir que le processus démocratique soit irrévocable et de nous promettre de travailler pour son succès.”

Elle a réitéré le fait que la Commission de l’UA continuera à travailler avec divers partenaires et organisations régionales afin de promouvoir et consolider la paix sur le continent, et que le principe de trouver des solutions africaines aux problèmes africains sera toujours maintenu.

Dlamini-Zuma conseilla que les Communautés Économiques Régionales (CER) continue à mener les processus d’intégration comme agents principaux de la mise en oeuvre.

Trois CER sont à un stade avancé de former un marché intégré couvrant 27 pays en Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de l’Afrique de l’Est (EAC), et la SADC.

Cette Zone Tripartite de Libre Échange est supposée accroître le commerce intra-régional et renforcer l’intégration grâce au flot amélioré d’investissement et au renforcement de la compétition.

Dlamini-Zuma succède à la présidence de la Commission de l’UA au Gabonais Jean Ping. Son ascendance est le résultat d’activité de pression intense par les États Membres de la SADC, dont l’argument est que c’est au tour de l’Afrique Australe de diriger la Commission de l’UA puisque d’autres régions ont eu l’opportunité hiérarchique.

Administrateur et diplomate compétent avec une vision pan-Africaine, Dlamini-Zuma fut largement respectée en Afrique Australe et en Afrique durant la décennie où elle a servi de Ministre des Affaires Étrangères. sardc.net □



2012

Une année importante pour la SADC

2012

Le Plan Directeur sur l'Infrastructure et le Développement guidera la mise en oeuvre dans six secteurs prioritaires

- énergie
- transport
- tourisme
- technologie de l'information
- météorologie
- la question de l'eau.

Fond pour le Développement Régional de la SADC.

Nouveau plan stratégique pour la paix et la sécurité régionales couvrant cinq secteurs – politique, défense, sécurité de l'état, sécurité publique, et le système policier.

Premier ressortissant de l'Afrique Australe, première femme à la tête de la Commission de l'Union Africaine

Première femme Présidente dans la SADC

Établissement de la Zone de préservation transfrontière la plus vaste au monde: Kavango Zambèze

L'AFRIQUE AUSTRALE continue d'enregistrer des progrès vers l'intégration et la stabilité régionales, et la parité des sexes, avec pour indicateurs clés pour 2012 le lancement entre autres du plan directeur, tant attendu, sur l'infrastructure régionale et du plan stratégique sur la paix et la sécurité.

La SADC a fait un grand pas vers l'approfondissement de l'intégration lorsque les Chefs d'État et de Gouvernement ont entériné le Plan Directeur SADC pour le Développement de l'Infrastructure Régionale durant leur sommet au Mozambique en août. Le Plan contient la vision pour le développement de l'infrastructure dans la SADC entre 2012 et 2027.

Le Plan Directeur guide le développement des infrastructures clés telles que réseau routier, ferroviaire et portuaires, et fournit une structure pour la coordination et la coopération avec les partenaires au développement et le secteur privé. Il sera mis en oeuvre sur 3 intervalles de cinq ans – court terme (2012-2017), moyen terme (2017-2022) et long terme (2022-2027).

Ceci conformément à la *Vision SADC 2027*, un horizon de 15 ans de mise en oeuvre pour prévoir les conditions préalables de l'infrastructure dans la région alignées sur le Programme de l'Union Africaine pour le Développement de l'Infrastructure en l'Afrique. Le Plan constitue une contribution clé pour la proposition de Zone de Libre Échange tripartite composée de la SADC, du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

Un autre jalon d'importance pour 2012 fut l'approbation pour établir un Fond pour le Développement Régional, un mécanisme financier pour mobiliser des ressources à partir des États Membres, du secteur privé et des partenaires au développement, pour le financement des programmes et des projets SADC.

Le plan stratégique pour la paix et la sécurité durable dans la région, le Plan Indicatif Stratégique pour l'Organe (SIPO) sur la Politique, la Défense et Coopération en Sécurité lancé en novembre, couvre cinq secteurs et fournit les conditions pour un développement économique et social (*voir page en face*).

Sur le développement du tourisme, la zone la plus vaste de Préservation Trans- Frontière (ZTFP) s'est concrétisée en mars lorsque le Kavango-Zambèze (KAZA) ZTFP fut inauguré par cinq états membres de la SADC – Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

Située dans les bassins de l'Okavango et du Zambèze où convergent les frontières de cinq pays, le KAZA ZTFP couvre une superficie de 444 000 km² composés de 36 parcs nationaux, réserves d'animaux, zones de préservations communautaires et de gestion de la faune, et se vante de beaucoup d'autres attractions touristiques telles que les Chutes Victoria, ainsi que d'absorber la population de la faune dans une zone désormais ouverte aux routes de migration traditionnelle.

Les élections tenues en Angola et Lesotho ont approfondi le profile de l'Afrique australe comme destination d'investissement stable et ont revigoré les

perspectives économiques.

Au Lesotho, il y a eu un transfert de pouvoir du Premier Ministre, Pakalitha Mosisili, qui malgré sa victoire au scrutin du 26 mai par une marge infime, a obtenu seulement 48 sièges à l'Assemblée Nationale ce qui n'est pas assez pour s'assurer une majorité unanime.

Il a démissionné afin de permettre à l'opposition de former un gouvernement de coalition mené par la Convention All-Basotho (ABC) de Thomas Thabane. Dans le cadre de la loi du Lesotho, le leader du parti majoritaire à l'Assemblée Nationale devient automatiquement premier ministre.

Aux élections parlementaires tenues en Angola en août, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) mené par le Président José Eduardo dos Santos a remporté un autre mandat pour les cinq prochaines années. Le chef du parti ayant obtenu une majorité parlementaire devient automatiquement président.

Le Lesotho maintient sa représentation féminine à la petite assemblée à 31, environ 25 pourcent du total, et l'Angola avec 76 femmes membres du parlement est descendu légèrement à 34,5 pourcent.

L'objectif régional est la parité des sexes – 50:50 d'ici 2015.

Les femmes de la SADC ont pris leur place dans les positions de direction chez elle, sur le continent et dans le monde entier en 2012.

La première femme Président dans la région de la SADC est Son Excellence, Mme Joyce Banda, Présidente du Malawi, ancien Vice-Président, qui a prêté serment en avril 2012 suite au décès de son prédécesseur.

Suite à la démission du Président, le Vice Président de l'Île Maurice, Hon. Monique Ohsan Bellepeau fut Président en exercice du 31 mars au 21 juillet 2012, jusqu'à la sélection d'un successeur.

Le nouveau Président de la Commission de l'Union Africaine est une candidate de la SADC, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, ancien Ministre des Affaires Nationales en Afrique du Sud, qui a prêté serment le 15 octobre (*voir page 5*). La Commission qu'elle dirige a un taux de représentation de 50-50 par décision du Sommet des Chefs Africain d'États et de Gouvernement de l'UA.

Asha Rose Migiro a été libérée du Gouvernement Tanzanien afin de servir comme Secrétaire Général aux Nations Unies de 2007 à 2012. Elle a démissionné cette année mais pas de la scène mondiale, elle est en ce moment Envoyé Spéciale pour le VIH et SIDA en Afrique,

Un obstacle majeur au développement régional en 2012, en plus de l'environnement financier global incertain, était le conflit dans la partie est de la République Démocratique du Congo. Initié par des rebelles anti-gouvernement, le conflit a généré une énorme crise humanitaire, avec de sérieuses implications pour l'intégration régionale et le développement socio-économique. Ce fait a été abordé par le Sommet SADC en août, et au Sommet de la Troïka en septembre, y compris une mission vers le Rwanda par le Président de la SADC (*voir page 13*) □

SADC lance un nouveau plan pour la paix et la sécurité régionale

LA SADC a un nouveau plan stratégique pour la paix et la sécurité régionale couvrant cinq secteurs – politique, défense, sécurité de l'état, sécurité publique et le système policier.

Le plan fut lancé le 20 novembre à Arusha par le Président tanzanien, Jakaya Kikwete, le Président en exercice de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité.

Il a exhorté les États Membres à mettre des ressources à disposition pour la mise en place du Plan Indicatif Stratégique révisé de l'Organe (SIPO).

“La paix est un aspect important dans la prospérité régionale, d'où la nécessité pour les pays membres de contribuer des ressources suffisantes pour que le bloc demeure paisible et stable,” explique Kikwete. “Les efforts pour faire de notre région un havre de paix est entre nos mains. ...

“Il est temps pour les pays membres de commencer à allouer assez de ressources pour aborder la question des problèmes émergeant... Nous ne devons compter sur autrui pour agir à notre place.”

Kikwete a également souligné que la volonté politique sera nécessaire pour aller de l'avant.

Prenant la parole durant la même occasion, le Secrétaire Général de la SADC, Dr Tomáz Augusto Salomão, a insisté sur la nécessité de préserver “la paix, la sécurité, la stabilité et la démocratie, comme condition préalable à l'intégration régionale et au développement durable”, afin d'aborder les problèmes posés par le nouveau contexte politique, économique et social dans la région.

Salomão a relaté l'histoire de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité instauré par les Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC en 1996, et ses accomplissements et difficultés, en disant qu'il constitue “une plateforme solide pour le renforcement de la coopération politique et la cohésion dans la région”.

Les instruments légaux déjà adoptés pour la mise en oeuvre comprennent plusieurs protocoles SADC, notamment sur les politiques, la défense et la coopération en sécurité signé en 2001.

D'autres protocoles sont contre la corruption; pour combattre l'usage de drogues illicites; le contrôle des armes à feu et des munitions; la libéralisation du mouvement de personnes; extradition; les affaires juridiques, l'assistance mutuelle dans les cas criminels; et un pacte mutuel de défense.

Le premier Plan Stratégique Indicatif pour l'Organe (SIPO) identifiant les stratégies et les activités fut adopté en 2003 pour une mise en oeuvre quinquennale. Les discussions sur la révision du plan commencèrent en 2007.

Le Secrétaire Général a identifié les accomplissements clés tels que l'intégration de l'organisation des chefs de police régionale dans le Comité pour la Défense et la Sécurité Inter-État;

l'instauration du Centre Régional de Détection précoce pour la prévention et la gestion de conflit; et les Forces de Réserve de la SADC.

Salomão a également cité l'établissement de structures civiles telles que le Conseil Consultatif Électoral de la SADC et les structures SADC pour la Médiation, la Prévention de Conflit et la Diplomatie Préventive .

Cependant, il a ajouté qu'en plus de ces accomplissements, il existe des problèmes résultants de la géopolitique et de la dynamique globale, mais également de mécanismes de coordination inadéquats et d'une insuffisance en ressources humaines et financières pour une exécution appropriée.

Le SIPO devra être révisé à cinq ans d'intervalles afin de garantir une réponse adéquate à l'environnement géopolitique en mutation, et la pertinence des objectifs, des stratégies et des activités dans plusieurs secteurs, ainsi que de renforcer les mécanismes de supervision, ressources humaines et structures.

Un des buts principal du programme, explique Salomão, est de publier et de disséminer le SIPO révisé à tous les participants, pour faciliter le développement d'un plan de travail compréhensif pour permettre “ aux participants pertinents d'être de vrais partenaires dans l'exécution”.

En lançant le nouveau document politique, le Président tanzanien a informé qu'il est supposé viser certains des nouveaux problèmes auxquels la région, l'Afrique et le monde sont confrontés, en notant que la SADC joue un “ rôle de leader dans l'unité et la cohésion de la région et du continent, en contribuant de manière importante à la paix, la sécurité, l'assistance humanitaire et les activités de développement aux niveaux régional et continental.”

Parmi les nouveaux problèmes qu'il a cité, figurent la piraterie, le changement climatique, le trafic humain, l'immigration illégale et la récession économique.

Les problèmes spécifiques, en plus de la pauvreté, sont la détérioration de la situation dans la Région des Grands Lacs, notamment l'escalation du conflit dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). Il plaide encore auprès des parties pour un cessez-le-feu, “prenant en compte que les civils innocents sont ceux qui sont le plus affectés.”

Le lancement se fit en la présence d'officiers supérieurs des services de défense, de police et correctionnel et de diplomates des états membres de la SADC, ainsi que les institutions de recherche et académique présents au symposium sur le nouveau plan stratégique.

La SADC a 15 états membres y compris la RDC, mais Madagascar est présentement suspendu suite au changement non-constitutionnel du gouvernement en 2009. sardc.net □

2012

Le nouveau plan stratégique pour la paix et la sécurité régionales couvre cinq secteurs – politique, défense, sécurité de l'état, sécurité publique, et le système policier.



LES TECHNOLOGIES d'énergie renouvelable sont supposées réduire les pénuries d'électricité en Afrique australe alors que la région cherche des solutions à un problème long de 10 ans qui menace de dérailler les efforts pour parvenir à l'auto-suffisance en énergie et au développement régional. Énergie renouvelable signifie toute énergie qui est naturellement remplacée, et qui inclue l'énergie provenant des ressources naturelles telles que hydraulique, méthane, solaire, éolienne et chaleur géothermique. L'énergie produite à partir du raffinage de la biomasse est également classifiée en tant que renouvelable.

Le charbon, le pétrole et le gaz naturel sont des combustibles fossiles et figurant dans la catégorie d'énergie non renouvelable.

Contraire aux combustibles fossiles, Les sources d'énergie renouvelables sont moins polluantes pour l'environnement, d'où la nécessité pour l'Afrique australe d'intensifier son engagement dans ce type d'énergie.

L'énergie renouvelable la plus répandue dans la SADC est l'hydro-électricité, qui compte pour environ 20 pourcent de la production totale d'électricité de la SADC, tandis que les autres énergies renouvelables ne font pas de contribution importante au niveau des réseaux nationaux ou régionaux.

L'électricité thermique non-renouvelable compte pour la plus grande proportion d'électricité mixte de la SADC, avec environ 74 pourcent de toute l'électricité produite.

Ceci en dépit du fait que l'Afrique australe est énormément dotée de ressources en énergie renouvelable.

A cet égard, un programme rigoureux qui promeut l'usage intensif des produits et technologies d'énergie renouvelable pourrait aider la région SADC à réduire le fardeau des pénuries d'électricité ainsi que la surdépendance sur des combustibles fossiles non renouvelables.

Produits et technologies renouvelables

L'usage des produits et technologies d'énergie renouvelable s'est progressivement accru en Afrique australe. Les produits les plus communs d'énergie renouvelable dans la SADC utilisent l'hydroélectricité.

Cependant, la totalité du potentiel d'hydroélectricité en tant que source d'énergie reste encore à exploiter et un nombre de barrages restent inutilisés au lieu de produire de l'électricité pour les petites agglomérations ou les zones retirées.

La rivière du Zambèze, par exemple, est alimentée à partir de huit États Membres de la SADC et a une capacité de production hydroélectrique d'environ 20 000 megawatts (MW), ce qui est presque suffisant pour satisfaire au besoin d'électricité dans la région si les sites potentiels sont exploités.

Seul 23 pourcent de ce potentiel est contrôlé, largement à partir de deux sites principaux au barrage de Kariba entre la Zambie et le Zimbabwe, et le barrage de Cahora Bassa au Mozambique.

L'hydroélectricité est également en abondance avec le projet Inga sur le fleuve du Congo en République Démocratique du Congo ayant un potentiel de production d'environ 40 000 MW d'électricité.

En dehors du réseau national et régional, la technologie solaire est communément utilisée, Fournissant de l'électricité aux familles et communautés.



Générateur à énergie solaire



Vers l'énergie renouvelable

Problèmes et opportunités pour technologies

Les technologies solaires utilisent des panneaux qui attirent l'énergie du soleil pour générer de l'électricité grâce au processus photovoltaïque.

D'autres produits incluent les lampes solaires, les chauffe-eau solaires, les lampadaires solaires, les chargeurs solaires pour téléphone, les radios solaires, et les torches solaires qui ont nombre d'usages pratiques dans les zones rurales et urbaines puisqu'ils sont rechargeables.

Il existe également des générateurs solaires qui fournissent des heures d'énergie solaire pour garder les ménages fonctionnels pendant les coupures d'électricité.

Cependant, à l'exception de l'hydroélectricité, il n'existe pas de promotions durables ou de plans de subvention pour encourager la production d'électricité à grande échelle, sur réseau basée sur les systèmes d'énergie renouvelable.

Selon la Banque Africaine pour le développement (BAD), l'Afrique pourrait devenir une "mine d'or" en ce qui concerne l'énergie renouvelable en raison des ressources abondantes hydro, solaire et éolienne qui sont aujourd'hui énormément recherchées par les investisseurs internationaux dans leur quête pour une frontière nouvelle d'énergie non polluante.

La plupart des pays africains reçoivent plus de 2 500 heures de soleil par an, et une grande partie du continent reçoit du soleil toute l'année.

Une évaluation par le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE) et la Facilité Globale pour l'Environnement révèle également qu'il y a 4 000 MW d'électricité géothermique prêts à collecter le long de la Vallée du Rift.

Restrictions

Avec tous leurs avantages, la plupart des produits et technologies renouvelables ne sont pas bon marché à l'installation. Par exemple, un système solaire d'habitation typique dans la région coûte entre US\$500 et US\$1000, selon la BAD.

Un système micro hydroélectrique qui convertit le flot de l'eau en énergie électrique, ou une turbine éolienne, est également onéreux à installer et à maintenir. Par conséquent, la plupart des pays de la SADC tendent à se concentrer sur les carburants fossiles parce que les stations thermiques sont plus faciles et plus rentables à construire comparé aux centrales hydro-électriques et éoliennes.



et la technologie d'énergie renouvelable est extensive à travers la région de la SADC, bien que son usage soit encore limité.

Les pays qui mènent les efforts pour contrôler l'énergie renouvelable incluent Madagascar, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et la République Unie de Tanzanie. Ces pays ont augmenté leurs efforts pour contrôler l'énorme potentiel renouvelable qui gît intact dans la région.

Par exemple, le Mozambique vise à relancer la production de la centrale hydroélectrique de Mphanda Nkuwa. La centrale électrique de Mphanda Nkuwa a la capacité d'ajouter environ 1500 MW de nouvelle électricité sur le réseau régional d'électricité.

La RDC a également accru ses efforts pour exploiter le potentiel du Barrage d'Inga dans le but de générer des revenus et faciliter l'efficacité d'énergie.

En ce qui concerne l'énergie solaire, le Botswana prévoit de construire une centrale solaire de 200 MW qui a la capacité de fournir une portion importante des besoins du pays en électricité puisque sa consommation nationale est d'environ 450 MW.

L'Afrique du Sud a approuvé des projets d'énergie éolienne à grande échelle, avec une capacité totale de production de 562 MW dans le cadre de son Programme des Producteurs Indépendants d'Énergie par l'Énergie Renouvelable.

L'Afrique du Sud a également prévu de commanditer au moins 400 MW d'énergie éolienne par des producteurs indépendants au cours des quelques prochaines années. La plupart des centrales seront situées le long de la côte ouest qui a le potentiel de générer environ 10 000 MW d'électricité.

Pour ce qui est de l'énergie géothermique, la Tanzanie prévoit d'utiliser des centrales géothermiques à petite échelle pour des systèmes ruraux de mini-réseau d'électricité. Au Mozambique, au moins 38 sources thermales ont été identifiées, la majorité au sein de la Vallée du Rift, juste au nord de Metangula.

Au Malawi, 21 importantes sources chaudes sont enregistrées dans la zone de Chitipa-Karonga en bas de Chipudze dans la région sud.

Conclusion

Le développement de l'industrie de l'énergie renouvelable a été rendu difficile par manque de ressources financières et d'infrastructure médiocre pour exploiter les ressources.

Madagascar apporte un exemple pratique sur comment les pays de l'Afrique australe peuvent bénéficier de l'utilisation de ressources abondantes d'énergie renouvelable.

Afin d'aborder ces problèmes pertinents, l'Afrique australe peut y parvenir à la façon Malgache pour que la population puisse bénéficier des ressources solaires et éoliennes. La nation insulaire, qui est la quatrième île la plus vaste au monde, s'est embarquée il y a quelques années dans un exercice de petite échelle pour contrôler son potentiel solaire et fournir de l'électricité à la population rurale, qui n'est pas connectée au réseau national d'électricité.

Les cliniques et les hôpitaux de zone rurale ont été équipés de technologies solaires telles que des petits panneaux solaires pour produire leur propre électricité et dans la lancée leur permettre de réfrigérer des vaccins cruciaux et autres médicaments.

Étant donné le coût impliqué, les experts exhortent l'Afrique à commencer par de modestes projets solaires qui coûtent peu pour garantir que l'électricité soient disponibles pour la majorité de ses habitants tandis que des projets plus ambitieux peuvent être exécutés en partenariat avec des investisseurs engagés.

gives such as small solar panels to produce their own electricity and in the process enabling them to cool vital vaccines and other medicines.

Given the cost involved, experts are urging Africa to start with smaller solar projects that are cheaper to ensure that power is available to the majority of its people while bigger projects can be done in partnership with willing investors. □

Utiliser de nouvelles

Il existe d'autres obstacles important qui limite le développement de l'énergie renouvelable à moins que des mesures de politique spéciale soient entérinées pour encourager le développement.

Ces contraintes peuvent être groupées en plusieurs catégories – obstacles à la commercialisation, distortions tarifaires, et obstacles au marché telles que des informations inadéquates, manque d'accès aux finances, et coûts élevés de transaction pour les achats modestes.

Afin de rivaliser contre les technologies de carburant fossile et nucléaires, les solutions en énergie renouvelable doivent surmonter deux obstacles principaux de commercialisation –infrastructure sous-développée et manque d'économies d'échelle.

De développer de nouvelles ressources renouvelables exigera des investissements initiaux substantiels pour construire l'infrastructure. Ces investissements augmentent le coût d'approvisionnement en électricité, surtout au tout début.

Dans certains cas, les développeurs doivent trouver des sites publiquement acceptables avec de bonnes ressources et avec accès aux lignes de transmission. Des sites potentiels éoliens peuvent exiger plusieurs années de supervision pour déterminer si ils sont adéquats.

Il y a également les coûts relatifs aux activités de marketing qui devraient accompagner la promotion des produits d'énergie renouvelable. Les companies qui débutent se doivent de communiquer les bénéfices des produits renouvelables aux clients afin de les persuader de changer des sources traditionnelles.

Pour que les produits renouvelables soient une réussite, l'éducation du public constituera une partie critique d'un marché complètement opérationnel.

Opportunités

Les États Membres de la SADC adhèrent lentement à l'énergie renouvelable pour relancer la production et satisfaire à la demande en électricité continuellement en hausse dans la région, et la connaissance sur les produits





L'Afrique adopte la Déclaration d'Arusha sur le développement durable

par Eglina Tauya et Stalin Tazvitya

LES MINISTRES de l'environnement de plus de 40 pays africains ont adopté un plan directeur qui décrit le programme du continent suite à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable tenue au Brésil en juin.

La Déclaration d'Arusha sur la Stratégie de l'Afrique Post Rio+20 sur le Développement Durable fut adoptée à la fin de la 14^{ème} session de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAE).

La déclaration décrit plusieurs engagements, actions et programmes à entreprendre pour s'attaquer aux problèmes environnementaux auxquels l'Afrique est confrontée tels que la dégradation des terres, le changement climatique, la déforestation, la productivité agricole faible et la pauvreté.

Les programmes phares à initier dans le cadre de la Déclaration d'Arusha incluent l'introduction du :

- Programme pour l'Afrique d'Adaptation Basée sur l'Écosystème;
- Programme Africain sur le Développement de l'Énergie Durable;
- Programme pour l'Afrique de Gestion Intégrée des Déchets;
- Évaluation Environnementale Intégrée de l'Afrique pour une Planification de Développement Durable;
- Programme Africain sur la Biodiversité et les Écosystèmes;
- Partenariat Africain pour le Renforcement de Capacité, Transfert de Technologie et Développement de Compétences; et,
- Un Programme sur la gestion foncière durable et la désertification en Afrique.

Les décisions prises incluent l'entérinement de la position africaine commune pour l'imminente 18^{ème} session de la Conférence des Parties (COP 18) à la Convention Cadre ONU sur le Changement Climatique (UNFCCC) prévue pour décembre à Doha, Qatar.

L'Afrique est supposée diriger le programme d'adaptation à cette conférence.

Le projet d'initier un partenariat africain sur l'économie écologique est un autre résultat provenant de la session CMAE. Ceci devrait faciliter le soutien coordonné pour que les États membres mettent en place le partenariat global pour action sur l'économie verte en tant que véhicule pour l'éradication de la pauvreté, la création d'emploi et le développement durable.

Le Vice Président de la République Unie de la Tanzanie, Mohamed Gharib Bilal, a plaidé pour un engagement renouvelé afin de s'attaquer aux problèmes qui menacent l'avenir du peuple africain et a exhorté les ministres à construire une économie écologique qui vise à réduire la pauvreté.

Les ministres ont convenu de réviser le Cadre Africain de la Décennie sur la Consommation Durable et la Production qui fut approuvé en 2005. Le cadre soutient les initiatives nationales et régionales, contribuant à la

ressource d'efficacité tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi pour une éradication de la pauvreté.

Il couvre le consommateur d'informations visant à promouvoir les instruments pour une gestion environnementale tels que les évaluations de cycle de vie d'un produit, l'étiquetage écologique et les audits environnementaux.

Un autre résultat fut la nécessité d'utiliser Perspective sur l'Environnement en Afrique de l'UNEP afin d'examiner le statut de l'environnement africain pour les prises de décision aux niveaux national et régional.

Ceci promeut la production de rapports régionaux sur le statut de l'environnement tels que Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe lancée en 2009.

En vue de renforcer et améliorer l'UNEP, qui fut l'un des résultats clés Rio+20, les ministres ont exhorté l'Assemblée Générale à progressivement consolider les fonctions du siège de l'UNEP à Nairobi, ainsi que de renforcer sa présence régionale, dans le but d'aider les pays, sur demande, dans l'exécution de leurs politiques environnementales nationales.

Les délégués ont également demandé l'amélioration des bureaux régionaux de l'UNEP, y compris l'établissement de cinq succursales sous-régionales en Afrique afin de répondre plus efficacement aux priorités environnementales aux niveaux national et sous-national en vue d'apporter une assistance dans le renforcement des capacités pour aborder les questions émergentes et les nouveaux problèmes au développement.

La 14^{ème} session du CMAE a eu lieu à Arusha, Tanzanie, en septembre 2012 et était la première importante conférence pour discuter des questions clés sur l'environnement et le développement durable après la Conférence sur le Développement Durable, appelée Rio+20, tenue à Rio de Janeiro, Brésil en juin. □

Points marquant de la stratégie Afrique Post Rio

Un accord pour renforcer et asseoir l'engagement à la promotion du développement durable et d'efficacité intégrer les dimensions économiques, environnementales et sociales dans les politiques et stratégies de développement locales, nationales et régionales.

Une réaffirmation de la nécessité de s'exprimer d'une seule voix pour le continent et d'assurer une représentation adéquate de l'Afrique dans tous les comités établis pour le suivi des résultats de la conférence Rio+20.

L'initiation d'un partenariat africain pour une économie écologique qui facilite le soutien coordonné aux états

membres et serve à mettre en oeuvre le partenariat global pour action sur l'économie écologique en tant que véhicule pour l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois décents et le développement durable.

Une requête des États Membres d'utiliser la Perspective Africaine sur l'Environnement comme instrument de révision du statut de l'environnement africain pour prise de décision aux niveaux national et régional;

Une révision du Programme Cadre Africain de la Décennie sur la Consommation et la Production Durable pour accélérer l'exécution des programmes;

Renforcement et amélioration du Programme des Nations Unies sur l'Environnement (UNEP) pour garantir des ressources sûres, stables, adéquates et accrues financièrement à partir du budget régulier de l'ONU (à un niveau de deux pour cent du budget total), à compléter par des contributions volontaires; et,

Amélioration du bureau régional de l'UNEP et établissement de cinq succursales sous-régionales en Afrique, ainsi que création d'un organe d'adhésion universel connu en tant qu'Assemblée sur l'Environnement, avec un segment ministériel appelé Conférence sur l'Environnement □

La SADC adopte la position commune de l'Afrique pour la COP18

par Eglène Tauya et
Neto Nengomasha

LES MINISTRES de l'environnement pour la SADC ont convenu de soutenir la position commune de l'Afrique pour les négociations 2012 sur le changement climatique.

Les ministres, qui se sont réunis durant la Conférence Ministérielle de l'Afrique sur l'Environnement (CMAE) en septembre en République Unie de la Tanzanie, ont noté que la position africaine pour la 18^{ème} session de la Conférence des Parties (COP18) à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) est conforme à la position de la SADC.

La position inclut la nécessité pour la COP18 de produire un accord pour une seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Les ministres ont exprimé leur inquiétude quant au manque de précision après de la COP17 tenue à Durban, Afrique du Sud à savoir si la période d'extension du Protocole serait de cinq ou huit ans.

La SADC ainsi que le reste de l'Afrique préfère une période d'engagement qui évite un vide dans la réduction légalement contractante d'émissions stipulée dans le cadre du Protocole.

La position de l'Afrique est d'exhorter les pays développés à s'engager à des réductions d'émissions beaucoup plus extensives que dans la première période de Kyoto se terminant cette année. Cela garantirait que le réchauffement global reste inférieur à 1,5°C.

L'Afrique souhaite également un résultat qui engage les pays développés à tenir leurs promesses dans le cadre du Fond pour une Climatologie Écologique.

Cela devrait garantir la provision de financement adéquat et prévisible pour adaptation et de nationalement s'approprier les actions de mitigation dans les pays en voie de développement.

La SADC et le reste de l'Afrique attendent de la COP18, la production d'un mécanisme pour garantir des critères équitables, transparents et justes pour l'accès aux ressources relatives au Fond pour une Climatologie Écologique, au Centre de Technologie Climatique et aux efforts de renforcement de capacités.

Des inquiétudes ont été soulevées à propos de la lenteur des déboursés des ressources financières promises par les pays industrialisés coupables d'excès de pollution comme financement initial pour la période 2010 - 2012.

L'Afrique se soucie également du fait qu'il n'y a pas de niveau convenu de financement pour la période 2013 - 2020.

Les ministres de l'environnement ont remarqué la nécessité de garantir une représentation juste et équitable de la région dans toutes les institutions créées sous l'égide de la CCNUCC tel que le Centre de Technologie Climatique, le

comité du Fond pour une Climatologie Écologique, et la Commission d'Adaptation, comme convenu durant la COP16 tenue à Cancun, Mexique en 2010.

Un des État Membre de la SADC, la Namibie, a placé une offre solide pour accueillir le secrétariat du Fond pour une Climatologie Écologique mais a perdu au profit de la Corée du Sud.

L'Afrique mettra l'emphase sur la nécessité d'action d'urgence sur les résultats convenus puisque la fenêtre d'opportunité, pour éviter les impacts dangereux de changement climatique, se referme.

Les scientifiques prévoient qu'il reste tout au plus cinq ans pour éviter un changement climatique irréversible.

L'Afrique prend donc note du risque croissant des impacts catastrophiques, en particulier sur le continent.

La SADC et le reste du continent plaident auprès des pays développés pour augmenter

d'urgence le soutien destiné à la mise en place des mesures et des plans d'adaptation, et pour soutenir et accélérer les travaux afin de comprendre, réduire et compenser pour les pertes et dégâts associés aux effets négatifs de changement climatique, y compris les impacts sur l'agriculture.

Ils ont exhorté les parties de la CCNUCC à intensifier rapidement le transfert de développement de technologie vers l'Afrique en soutien à l'adaptation dans tous les secteurs pertinents, y compris l'agriculture, l'eau, l'hygiène sanitaire, la sylviculture, l'énergie, le transport, l'industrie et les secteurs de gestion de déchet.

La session SADC à Arusha était en réponse à la décision du Conseil des Ministres de la SADC tenu en août, qui demandait que la région développe une position commune avant la COP18.

La COP18 aura lieu du 26 novembre au 7 décembre 2012 à Doha, Qatar. □

Le Zimbabwe présidera la commission de la CCNUCC

UN OFFICIEL Zimbabwean, Margaret Mukahanana-Sangarwe, a été élue à la première présidence de la toute nouvelle Commission d'Adaptation de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC).

Intégré dans le Cadre d'Adaptation de Cancun, adopté durant la 16^{ème} Conférence des Parties (COP16) tenue à Mexico en 2010, les parties à la CCNUCC ont instauré une Commission d'Adaptation pour promouvoir l'exécution d'action sur l'adaptation cohérente dans le cadre de la convention.

Les fonctions de la commission comprennent la provision d'assistance technique et conseil aux parties de la CCNUCC; la partage d'information, de la connaissance, des expériences et des bonnes pratiques; et de promouvoir des



Margaret Mukahanana-Sangarwe élue Premier Président de la nouvelle Commission de l'UNFCCC sur l'Adaptation

et recommandations pour considération par la COP lors de l'apport de conseil sur les avantages de la mise en place d'actions d'adaptation, y compris les finances, la technologie et le renforcement de capacité.

La première session de la Commission d'Adaptation a eu lieu à Bangkok en septembre, lieu où Mukahanana-Sangarwe fut élue.

La nouvelle commission rédigera les lignes directrices pour que les pays développent et mettent en oeuvre leurs Plans Nationaux d'Adaptation (PNA).

De plus, elle fera également la promotion d'une assistance technique et financière pour les pays dans la mise en oeuvre des PNA, bien que le montant des financements disponibles pour aider les pays en voies de développement ne soient pas encore précisés. □

synergies et le renforcement d'engagement avec des organisations nationales, régionales et internationales, des centres et des réseaux.

La commission vise également à fournir des informations

Les ressources naturelles peuvent propeller l'expansion de l'Afrique Australe

par Kizito Sikuka à Windhoek, Namibie

LES VASTES Ressources largement inexploitées d'hydrocarbure de la SADC attirent un profil plus prominent parmi les plus gros producteurs de pétrole au monde.

La Namibie est considérée comme le prochain participant important de l'industrie du pétrole en Afrique, supposé rejoindre les puissances pétrolières continentales: Angola et Nigéria. L'Angola est le second plus grand producteur de pétrole en Afrique et le huitième à l'échelle mondiale.

Avec approximativement 11 milliards de barils de pétrole en réserves, la Namibie a marginalement moins que son voisin du Nord, l'Angola, le

Ministre des Mines et de l'Énergie Isak Katali explique que la Namibie est en passe de devenir un producteur de pétrole conséquent d'ici début 2015.

Des découvertes récentes par des entreprises de pétrole et de gaz d'Italie et des États Unies ont également provoqué un énorme intérêt de la part des compagnies de gaz et pétrolières pour commencer à explorer au large du Mozambique.

La SADC et d'autres régions de l'Afrique possèdent de vastes ressources naturelles notamment le bois, la pêche, la terre, l'eau et les minéraux tels que le diamant, l'or et le platine, le lithium, le titane et le chrome, entre beaucoup d'autres.

Margé toute l'abondance des ressources naturelles sur le continent, certaines parties de

l'Afrique continue d'être parmi les plus pauvres au monde.

Il est donc nécessaire pour le continent de développer des stratégies viables afin de garantir que l'extraction des ressources soit bénéficielle à l'Afrique qui contiennent une valeur ajoutée substantielle sur le continent et une augmentation de la participation et de l'appropriation locales des compagnies minières.

"Lorsque nous extrayons des minéraux, nous extrayons notre capital. Par conséquent, nous devons les utiliser avec sagesse," expliqua Claude Kabemba, Directeur de la Surveillance des Ressources en Afrique Australe (SARW), aux journalistes à Windhoek, Namibie.

Il a ajouté que les ressources naturelles sont un bien précieux pour soutenir la croissance, réduire

la pauvreté et réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs), le continent doit donc gérer ses ressources correctement et chercher à en accroître la valeur.

"L'Afrique a besoin de beaucoup investir dans la collecte de données et la gestion de connaissance sur ses ressources naturelles," explique Kabemba, ajoutant que la majorité des données disponibles proviennent des investisseurs.

Il a exhorté les gouvernements africains à considérer une renégociation de certains accords d'extraction minérale signés il y a plusieurs décennies puisque la majorité sont au détriment du continent.

Kabemba a reconnu que cela présente ses difficultés techniques et juridiques propres, mais a conclu que cette intervention n'en demeure pas moins importante si l'Afrique est supposée profiter au maximum des ses ressources.

Par exemple, la RDC a récemment renégocié certains de ses accords miniers, et a publié les contrats sur les ressources naturelles avec pour but d'améliorer la transparence.

Afin de profiter pleinement de ses ressources naturelles, l'Afrique devrait également réviser ses lois sur les minéraux et ses systèmes de régime de royalties, ajoute Kabemba. "Il est important que l'Afrique insère de bonnes clauses sur les taxes dans les contrats." □

L'Afrique du Sud instaure un institut de recherche minière

L'AFRIQUE DU SUD a instauré le premier institut national consacré exclusivement à l'industrie minière dans le but d'interrompre le déclin du capital humain au sein de son secteur minier et d'approfondir les recherches minières.

L'Institut Wits sur la Recherche Minière (WMRI), inauguré en septembre à l'Université de Witwatersrand à Johannesburg, cherchera l'avancement des ressources minières comme

composant important à la croissance économique.

L'institut espère également accroître le nombre d'étudiants qui choisissent le cursus minier, en organisant des formations supérieures de compétences dans les domaines clés, y compris l'investigation de nouvelles méthodes pour l'extraction et l'exploration minière; la politique minière; la santé et la sécurité; les impacts environnementaux; et les problèmes communautaires.

Le directeur exécutif du WMRI, Nielen van der Merwe, a expliqué que le secteur minier de l'Afrique du Sud est affecté par le manque de capacité humaine et la recherche, cela joint à une formation inadéquate pour la prochaine génération de chercheurs.

"L'institut stimulera la collaboration entre les disciplines, du droit et de la gestion à la migration, l'économie et la santé," cite-il. □

L'UE soutient l'intégration régionale et le développement

LA SADC et l'Union Européenne ont signé des accords se montant à 36 millions d'Euros pour soutenir l'intégration régionale et le développement.

L'accord couvre le renforcement de capacité institutionnelle pour le Secrétariat de la SADC et les États Membres, y compris la société civile.

Le composant en soutien à la coopération politique régionale se monte à 18 millions d'Euros pour renforcer la capacité de la SADC à s'acquitter de son mandat dans le domaine politique, de gouvernance, paix et sécurité.

Le programme pour le développement de la capacité institutionnelle fournit 12 millions d'Euros pour renforcer la capacité du Secrétariat de la SADC à promouvoir une croissance économique équitable et un développement socio-économique durable dans les 15 États Membres de la SADC.

Le troisième composant est une facilité de coopération technique de six millions d'Euros afin de contribuer à améliorer la coordination,

l'harmonisation et le développement de liens nationaux-régionaux.

Les accords signés par le Secrétaire Général de la SADC, Dr Tomás Augusto Salomão, et l'Ambassadeur Gerard McGovern, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Botswana et dans la SADC, marque un jalon important dans les relations bilatérales entre la SADC et l'UE.

Notant que "l'un des trois accords est le premier accord de contribution entre la SADC et l'UE," Salomão explique que l'avance vers "la modalité d'accord de contribution démontre un engagement plus profond de l'Union Européenne à renforcer l'appropriation de la SADC, des systèmes de développement de capacité et une efficacité de l'aide."

"L'UE a appris plusieurs leçons dans son expérience sur l'intégration," remarque l'Ambassadeur McGovern, "et est heureuse de partager ces expériences avec les pays du continent africain et au delà." *sadc.int.* □





Conflit à l'est de la RDC: un obstacle à l'intégration régionale, au développement

LE CONFLIT sévissant à l'est de la République Démocratique du Congo est un retard pour l'intégration régionale et le développement socio-économique, et la SADC condamne sévèrement la détérioration de la situation de sécurité, y compris l'invasion et la prise de Goma le 20 novembre par les rebelles anti-gouvernement.

La SADC a exigé des rebelles leur retrait immédiat de Goma et la cessation des hostilités, et a exhorté à une résolution pacifique du conflit, disant qu'il peut être résolu grâce à un dialogue collectif.

"La SADC en collaboration avec la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs continuera à faire tous les efforts nécessaires pour trouver la voie à prendre afin de traiter urgemment ce problème."

L'Organe Troïka de la SADC s'est réuni en septembre à Dar es Salaam, suite à la visite au Rwanda du Président de la SADC, Président Armando Guebuza du Mozambique, qui a été chargé par le Sommet SADC en août de contacter le gouvernement du Rwanda. Il s'en est immédiatement acquitté.

La Troïka a apprécié son action rapide et son rapport, et a entériné ses recommandations.

Les présidents de la Tanzanie, du Mozambique et de la Namibie, ainsi que de la RDC, le ministre de la défense de l'Afrique du Sud, et le Secrétaire Général de la SADC étaient présents au Sommet de l'Organe de la Troïka. Ils ont également réaffirmé leur engagement aux décisions du Sommet SADC au complet, et ont demandé que le Secrétaire Général travaille conjointement avec son homonyme du ICGLR sur cette affaire.

Durant leur Sommet de Maputo en août, les dirigeants de

la SADC ont noté avec "grande inquiétude" la détérioration de la situation de sécurité à l'est de la RDC durant les trois mois précédent, causant le déplacement de la population et la perte de vies et de propriété.

Le Sommet a remarqué que "ceci est perpétré par des groupes de rebelles avec l'assistance du Rwanda" et a exhorté le Rwanda à cesser immédiatement son interférence "qui constitue une menace à la paix et la stabilité, pas seulement de la RDC, mais également dans la région de la SADC."

Ils ont convenu que cette situation exige une attention renouvelée et urgente du Sommet qui a organisé sur le terrain une mission d'évaluation en RDC, un état membre, et ils ont chargé le Président de la SADC de contacter le Gouvernement du Rwanda dans le but de l'exhorter à arrêter le soutien militaire aux rebelles armés dans la RDC.

Le Sommet a exhorté les états membres et la communauté internationale à fournir de l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'est de la RDC, et a chargé le Secréariat de la SADC à collaborer avec le Secréariat du ICGLR pour la poursuite de la paix et de la sécurité.

Les dirigeants de la Région des Grands Lacs ont également ordonné aux rebelles de se retirer de Goma et d'arrêter toutes activités belliqueuses, et ont convenu qu'une force composite composée d'une force neutre, l'armée et la police nationale de la RDC devraient être déployées à Goma.

Parmi ceux présents au sommet du ICGLR se trouvait le Président Jakaya Kikwete de la République Unie de la Tanzanie, qui préside actuellement la Troïka SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité.

Les états membres de la SADC adhérents du ICGLR sont l'Angola, la RDC, le Malawi, la Tanzanie et la Zambie. D'autres membres sont le Burundi, la République du Congo, la République Centrale Africaine, le Kenya, le Soudan et l'Ouganda.

Le sommet a exprimé sa gratitude à l'Afrique du Sud qui a offert de fournir le soutien logistique à la Force Internationale Neutre qui aiderait à maintenir la paix dans l'est de la RDC, et la Tanzanie qui a offert de fournir une Force de Commande pour la Force Internationale Neutre. À l'époque d'autres contributeurs à la force n'avaient pas encore été annoncés.

Les rebelles ont lancé une rébellion contre le gouvernement du Président de la RDC Joseph Kabila en avril 2012, et ont récemment menacé de marcher sur Kinshasa, la lointaine capitale du pays vaste et riche en minéraux.

Ils s'appellent le mouvement du 23 mars (M23) puisque c'est la date à laquelle ils ont convenu de déposer les armes et d'être intégrés dans l'armée nationale, avant de désertir et de clamer que les conditions n'ont pas été satisfaites.

Kagame a nié les accusations prononcées par la RDC, la SADC et d'autres dirigeants africains, et un panel de l'ONU composé d'experts, que le Rwanda apporte une aide militaire aux rebelles. L'Ouganda a également nié soutenir les rebelles.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a demandé le retrait des rebelles M23 de Goma, et a condamné les abus perpétrés sur les droits de l'homme, y compris les exécutions sommaires, la violence basée sur le sexe, et le recrutement sur grande échelle d'enfants soldats. La Résolution 2076 de l'ONU a imposé des

sanctions ciblées sur les membres de la direction, mais pas d'embargo sur les armes.

Cependant, dans l'un de leurs signaux le plus fort au Rwanda, leur principal bailleur, le Royaume Uni, a annoncé qu'il gelait presque US\$34 million en aide, suite à une confusion concernant l'aide suspendue en juillet et réinstaurée en septembre.

Le secrétaire au développement international explique que le gouvernement a "déjà exprimé son inquiétude sur l'émission de rapports crédibles et accablants sur la complicité rwandaise avec le M23 en RDC."

Kabila a annulé les négociations avec le M23, en disant que la RDC ne s'adresserait qu'au Rwanda.

Kabila et ses homologues rwandais et ougandais, Présidents Paul Kagame et Yoweri Museveni, se sont rencontrés en Ouganda pour des pourparlers les jours après la prise de Goma, capitale provinciale de la province du Kivu Nord près de la frontière rwandaise.

Leur déclaration jointe du 21 novembre explique qu', "en solidarité avec le peuple congolais et leur homologue", Museveni et Kagame ont condamné l'expansion de la guerre et "l'idée de renverser le gouvernement légitime de la RDC ou de boycotter son autorité."

Ils ont annoncé qu'ils communiqueraient avec les rebelles pour arrêter les offensives et se retirer de Goma. Kabila s'est engagé à ce que la RDC examine "les causes du mécontentement et les aborde au mieux de leur capacité."

Les trois dirigeants ont convenu qu' "un plan compréhensif et opérationnel orienté vers une paix durable et la stabilité serait rédigé de manière urgente." □

La SADC prête à défendre le trophée AFCON (CAFDN)

QUATRE PAYS de l'Afrique Australe élèveront le profil régional lors des finales de la Coupe Africaine des Nations (CAFDN) accueillie par l'Afrique du Sud.

C'est la première CAFDN prévue sur une année impaire. L'Afrique a instauré ce changement afin de garantir que le tournoi ne clashe pas avec la coupe du monde.

La coupe du monde a lieu tous les quatre ans, et lors des occasions où l'évènement global de football était organisé la même année que la CAFDN, la plupart des équipes africaines n'étaient pas au mieux de leur forme, ce

que beaucoup attribuaient à la fatigue.

La coupe du monde a généralement lieu en juin-juillet alors que la CAFDN a lieu en janvier-février.

L'Angola, la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et les champions défendants de la Zambie sont les quatre représentants de la SADC.

L'Angola, la RDC et la Zambie ont réservé leurs places pour les finales de l'année prochaine comme vainqueurs de la compétition double contre le Zimbabwe, la Guinée Équatoriale et l'Ouganda respectivement. L'Afrique du Sud participe en tant que nation d'accueil.

Avec les champions en lice de la Zambie et l'Afrique du Sud en tant qu'hôte, les attentes sont élevées que l'un des représentants de la SADC puissent gagner le trophée ou parviennent au moins aux finales.

La Zambie a été placée dans le même groupe que le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Nigéria. L'Afrique du Sud est dans un groupe avec l'Angola, le Cap Vert et le Maroc, tandis que

la RDC est regroupée avec le Ghana, le Niger et le Mali.

S'adressant tout de suite après que le tirage au sort des groupes ait été fait à Durban, Afrique du Sud en octobre, les représentants de l'Afrique Australe ont exprimé leur satisfaction à propos du tirage au sort et ont promis de faire de leur mieux pour gagner le tournoi.

"Tous les tirages ont été intenses et je pense que c'est un bon tirage pour nous," informe l'entraîneur sud africain Gordon Igesund, ajoutant que les hôtes, Bafana Bafana, sont déterminés à aller jusqu'au bout des finales.

Son homologue zambien, Herve Renard, dont l'équipe a gagné le trophée CAFDN 2012 contre tous pronostiques, explique Chipolopolo, nom affectif de l'équipe, "prouveront encore une fois leur valeur".

"Nous sommes confiants. Nous sommes là pour nous inscrire dans l'histoire. Nous l'avons fait en 2012. Personne ne pouvait prévoir que la Zambie gagnerait en 2012. Nous sommes restés en petite équipe mais nous avons réussi à aller très loin," dit-il.

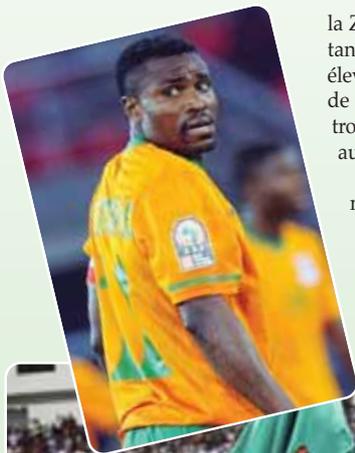


L'entraîneur de la RD Congo Claude Le Roy explique qu'il utilisera sa vaste expérience dans la participation à la CAFDN pour entraîner la RDC vers la victoire. Le Roy en est à sa septième participation, avec des équipes africaines différentes.

"C'est ma septième Coupe Africaine des Nations donc je sais que j'ai l'expérience, mais je dois admettre que ce sera difficile," explique le gagnant de la Coupe des Nations 1988.

L'entraîneur angolais, Gustavo Ferrin déclare que d'accueillir la CAFDN 2010 à Luanda a aidé le pays à améliorer sa préparation pour ce type de tournoi. Il a affirmé que l'équipe "Sable Antelopes" tentera de se qualifier pour les finales".

Les finales de CAFDN auront lieu du 19 janvier au 10 février 2013. La SADC accueille l'évènement pour la troisième fois seulement. L'Afrique du Sud a organisé les finales en 1994, la première fois en Afrique Australe. L'Angola fut le deuxième pays de la SADC à accueillir les finales de 2010. □



Participants de l'Afrique Australe prêts à représenter la région pour la Coupe Africaine des Nations 2013

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol 15 No 1 Décembre 2012

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits sur les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Danaï Majaha, Nobuhle Sithole.

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadcint

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 T Ngwenya SARDC, lusakatimes.com, worldtourism.com, africaspport.com, guardian.co.uk, venturesafrica.com, emacopon.com, unocha.org; P3 T Ngwenya SARDC; P4 T Ngwenya SARDC (right and below), P Ziramba SARDC (left); P5 www.au.int, www.gov.za; P7 africanarguments.org; SADC; P8 solarpower.com; P9 worldtourism.com, isolara.com; P11 wclimate.com, unfcc.int; P12 europa.eu; P13 allcountries.org; topnews.int, sfbayview.com, icco.eu, vice.com, unocha.org; P14 safa.net, lusakatimes.com, supersport.com, africasport.com; P16 F Dias, forum.globaltimes.cn

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe
www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

Calendrier des événements Décembre 2012- Février 2013

<p>Décembre 26 Novembre – 7 Décembre, Qatar</p>	<p>COP 18 sur le Changement Climatique La 18^{ème} Conférence des Parties (COP 18) de la Convention Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique aura lieu conjointement avec la Huitième Session des Parties du Protocole de Kyoto (COP/MOP 8). COP 18 évaluera les progrès dans le traitement des questions de changement climatique et les dates butoires.</p>
<p>1, Global</p>	<p>Journée Mondiale du SIDA Le 1er décembre de chaque année, la SADC se joint au reste du monde pour commémorer la Journée Mondiale du SIDA. Le thème pour l'évènement jusqu'à 2015 est "Parvenir à Zéro", ce qui veut dire: engagement à réduire la prévalence du VIH et SIDA à zéro.</p>
<p>16-20, Afrique du Sud</p>	<p>53^{ème} Conférence Nationale de l'ANC Tous les cinq ans, le Congrès National Africain de l'Afrique du Sud organise une conférence électorale afin d'élire la direction du parti et d'examiner les progrès accomplis. Les neuf provinces de l'ANC soutiennent des candidats pour les six positions supérieures du parti. La conférence 2012 à Mangaung fait suite à une conférence d'évaluation politique en août.</p>
<p>Janvier 15-17, l'Union des Émirats Arabes</p>	<p>6^{ème} Sommet Mondiale sur l'Énergie Future Le sommet portera sur l'innovation énergétique dans la mise en place de politique, le développement de technologie, les finances et les approches d'investissement, et de projets existants et à venir.</p>
<p>19 jan-10 fév, Afrique du Sud</p>	<p>Coupe Africaine des Nations Un total de 16 pays d'Afrique seront en lice pendant le tournoi bi-annuel de football. Lors des finales, quatre équipes de la SADC – Angola, RDC, Afrique du Sud et Zambie – élèveront le profile régional.</p>
<p>28-29, Ethiopie</p>	<p>20^{ème} Session Ordinaire de l'Union Africaine Les Chefs d'États et de Gouvernement se réuniront pour la 20^{ème} Session Ordinaire de l'Union Africaine, précédée des sessions techniques de routine et du Conseil des Ministres. Le thème du sommet est "Pan-africanisme et Renaissance Africaine".</p>
<p>Février 18-22, Kenya</p>	<p>27^{ème} Session du Conseil Gouvernant du Forum Ministériel Global sur l'Environnement Le conseil se rassemble annuellement afin d'examiner les problèmes politiques importants et nouveaux dans le domaine de l'environnement. Il vise à promouvoir la coopération internationale ainsi que de fournir une orientation de politique générale pour la direction et la coordination de programmes environnementaux au niveau global.</p>
<p>19-21, Afrique du Sud</p>	<p>Indaba Africaine sur l'Énergie La conférence annuelle vise à explorer les moyens avec lesquels l'Afrique peut contrôler ses énormes ressources d'énergie afin de parvenir à l'auto-suffisance en énergie électrique. C'est un forum destinés aux professionnels du monde entier pour discuter et définir des solutions aux problèmes de l'Afrique sur l'énergie.</p>
<p>À confirmer, Mozambique</p>	<p>Conseil des Ministres de la SADC Les ministres de chaque État Membre se réunissent en Conseil. Ils viennent en général des ministères des affaires étrangères, du développement économique, de la planification ou des finances. Le conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC, et de garantir que les politiques soient correctement mises en vigueur, ainsi que de faire des recommandations au Sommet.</p>
<p>À confirmer, Afrique du Sud</p>	<p>Conférence SADC sur l'Investissement dans l'Infrastructure La conférence cherchera à attirer les investisseurs potentiels pour le programme SADC pour continuer au développement de l'infrastructure régionale. Elle sera suivit d'une exposition itinérante en Asie, en Europe et aux États Unis pour le même objectifs.</p>

25 ans

Accord d'Unité du Zimbabwe 22 Décembre 1987

LE ZIMBABWE commémore le 25ème anniversaire de l'Accord d'Unité en 2012.

Le 22 décembre 1987, les deux partis de la libération du Zimbabwe – le Front Patriotique de l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe (ZANU PF) et le Front Patriotique de l'Union des Peuples Africains du Zimbabwe (PF ZAPU) – ont signé l'Accord historique d'Unité pour faciliter le développement socio-économique et la stabilité politique.

Le Premier Ministre et Premier Secrétaire du ZANU, Robert Mugabe, et le Président du ZAPU, Joshua Nkomo, signèrent un accord qui eut pour résultat la fusion des deux partis afin de former un ZANU PF uni, stoppant efficacement le mécontentement et l'instabilité politique qui avait explosé dans le sud-ouest du pays au début des années 80s, et resserant les rangs contre les manipulations de la situation par l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Mugabe fut élu Premier Secrétaire et Président du ZANU PF unifié et il a été convenu que le parti aurait deux deuxième secrétaires et vice présidents nommés par le premier secrétaire et président du parti.

Joshua Nkomo et Simon Muzenda furent les deux Vice Présidents désignés, et les deux jouèrent un rôle important dans la mise en vigueur de l'accord.

L'Accord d'Unité fut important du fait qu'il prouvait que les dirigeants des principaux partis politiques ont la capacité de résoudre leurs différences pour la nation et la région en général.

"Aujourd'hui est un grand jour. C'est un grand jour parce que nous avons vu s'unir nos deux partis physiquement, mentalement et spirituellement," déclame Mugabe après la cérémonie de signature.

"Ce dont nous sommes témoins est un énorme coup aux forces de

négation, aux forces de division, aux forces de destruction...qu'elles reposent pour l'éternité."

Nkomo ajouta que cet accord était "le début de l'unité, car l'unité n'est pas simplement de signer des documents, l'unité réside dans ce qui suit."

Les liens historiques des deux partis remontent à l'alliance du Front Patriotique qui était l'instrument efficace pour proscrire la lutte contre la loi de la minorité blanche et pour gagner la démocratie et l'indépendance nationale du Zimbabwe.

Le premier front uni fut achevé en 1896, durant la Première Guerre de Chimurenga contre les exploitants miniers et les colons blancs lorsque les dirigeants Shona et Ndebele collaborèrent pour résister à la domination coloniale.

Ils travaillèrent également ensembles durant la Seconde Guerre de Chimurenga lorsqu'ils formèrent le Front Patriotique en 1976 pour fournir un front commun aux dialogues de Genève afin de discuter des modalités pour l'indépendance du Zimbabwe.

Cela a succédé au rassemblement des deux partis sous la bannière de Conseil National Africain pour exprimer un "NON" sonore à la Commission Pearce sur le changement constitutionnel en 1971.

La signature de l'Accord d'Unité est commémorée chaque année le 22 décembre, un jour férié appelé Journée de l'Unité Nationale.

Parmi les célébrations pour marquer la Journée de l'Unité Nationale figurent un nombre d'évènements sportifs, y compris un match international de football dans lequel l'équipe gagnante reçoit la Coupe de l'Unité, et un énorme gala musical nocturne dans l'une des provinces. □



L'Île Maurice célèbre l'Année Nouvelle Lunaire

LA JOURNÉE de la nouvelle année chinoise ou Festival de Printemps est le plus important festival pour les mauriciens d'origine chinoise.

Le festival est célébré chaque année en janvier ou février comme nouvelle année lunaire, et en 2013 le festival aura lieu le 10 février.

Il est précédé par un nettoyage minutieux de la maison et est caractérisé par le partage traditionnel de gateaux de cire entre les membres de famille et les amis.

La couleur dominante durant le festival est le rouge, qui est le symbole du bonheur.

Chaque année, des célébrations spéciales ont lieu à Port Louis avec les danses chinoises du dragon et du lion.

Aucuns couteaux ou sciseaux ne sont utilisés ce jour là et les offrandes de nourritures sont faites afin que l'année suivante soit une année d'abondance.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC POUR LA PÉRIODE

Décembre 2012 – Février 2013

8 décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale des droits de l'homme	
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Namibie
17 décembre	Jour férié	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Afrique du Sud Zimbabwe
25 décembre	Noël	SADC
26 décembre	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
	Journée de Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
31 décembre	Journée Incwala (date à confirmer)	Swaziland
1er janvier	Jour de l'An	SADC
2 janvier	Jour férié	Botswana, Île Maurice
4 janvier	Journée des Martyrs	RDC
12 janvier	Journée de la Révolution de Zanzibar	Tanzanie
15 janvier	Journée John Chilembwe	Malawi
16 janvier	Journée des héros (Laurent Kabila)	RDC
17 janvier	Journée des héros (Patrice Lumumba)	RDC
12 janvier	Journée Maulid	Tanzanie
27 janvier	Taipooosam Cavadee	Île Maurice
1 février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Jour férié	Mozambique
4 février	Journée de la Libération Nationale	Angola
10 février	Festival du Printemps Chinois	Île Maurice
12 février	Carnaval	Angola

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale